

§ 15. *Chute du Président Carrion (1867).*

A son retour du Chili, Garcia Moreno passa quelques jours dans la capitale au milieu de ses amis, rendit compte au président de la mission qui lui avait été confiée, et se retira ensuite à Guayaquil, chez son frère Pablo, pour s'occuper de négoce avec lui. Sans fortune personnelle, et trop scrupuleux pour se faire des rentes au dépens du public, il ne lui restait d'autres ressources que de travailler pour vivre. D'ailleurs, avec la politique inconsistante du président Carrion, un homme de sa trempe n'avait plus rien à faire à Quito jusqu'au moment où l'on implorerait son secours pour arrêter la marée montante du radicalisme.

Depuis un an, les principes anarchiques, semés dans le pays par les clubs et les journaux de la secte, pervertissaient les esprits. Déjà le concordat était virtuellement aboli, et l'on conspirait à ciel ouvert contre la religion et contre l'État lui-même. Le gouvernement ayant eu la faiblesse de permettre la réorganisation de la *Société républicaine*, club anarchiste dissous deux ans auparavant par Garcia Moreno, on vit aussitôt apparaître quantité d'écrits insidieux qui pervertirent entièrement le sens moral du peuple. Il s'ensuivit que les élections donnèrent un résultat détestable ; le sénat surtout fut envahi par les fortes têtes du radicalisme. Toutefois le nom de Garcia Moreno sortit, lui aussi, triomphant des urnes.

Les Urbinistes exultaient non sans motif. Maîtres du parlement, n'étaient-ils pas maîtres du pays ? Sans courir les chances d'une émeute, ils arrivaient légalement au pouvoir. Les circonstances paraissaient d'ailleurs on ne peut plus favorables pour abattre le président Carrion : Mosquera venait de se réinstaller à Bogota en qualité de dictateur.

Cependant la présence de Garcia Moreno au sénat compromettait singulièrement le triomphe des radicaux. Par son influence sur le peuple, sur les députés, sur certains ministres, il était de force, en cas de crise, à ruiner tous leurs plans. Ils résolurent d'invalider son élection, et ils le firent en foulant aux pieds toute légalité ; puis le sénat mit en accusation le président Carrion.

(A suivre.)